

L'Humanité



Rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 376

mercredi 26 novembre 1975

DANGEREUSES ILLUSIONS

Commentant son récent voyage en Chine, Sauvagnargues, ministre français des Affaires étrangères, le qualifie de « très positif ! », affirmant que sur les problèmes de l'Europe, de la défense et du dialogue Nord-Sud, la France et la Chine sont « intégralement d'accord ». C'est effectivement là une constatation positive mais il existe toutefois un point de divergence — et de taille ! — portant sur l'appréciation de la « détente » tant vantée par Moscou. « La France », a déclaré Sauvagnargues, « n'a pas sur la politique de détente la même analyse que le gouvernement chinois. Nous ne pensons pas qu'il y ait une menace par Moscou en Europe. Nous jugeons que les effets de l'acte final d'Helsinki sont équilibrés, même s'ils comprennent des risques potentiels. » « Mais ces risques sont partagés », a-t-il ajouté, évoquant la possibilité d'un « relâchement de la vigilance à l'Ouest » et celle d'un « assouplissement à terme du bloc oriental ».

Voilà bien une illusion profondément dangereuse sur l'intensité des contradictions qui opposent de plus en plus âprement les deux superpuissances et l'agressivité accrue de l'Union soviétique. La démagogie des mots ne peut cacher le fait que la soi-disant « Conférence sur la sécurité en Europe » d'Helsinki n'a été qu'un tremplin pour une dispute accrue des superpuissances, pour un renforcement de leur armement nucléaire comme conventionnel.

Depuis sa tenue elles ont procédé chacune à de multiples expériences nucléaires ; les accords de limitation des armements qu'elles ont conclus antérieurement ont été tournés de bien des façons et elles n'arrivent même plus à faire semblant de s'entendre sur les termes d'un nouvel accord.

Au Portugal, en Espagne, en Italie, au Liban, en Angola, au Bengla-Desh, depuis la tenue de cette fameuse « conférence de l'insécurité » l'été dernier, l'URSS n'a cessé de chercher à avancer ses tentacules, entraînant une riposte de l'impérialisme américain qui tente de maintenir ses positions, mais aussi des peuples qui luttent pour préserver leur indépendance.

Partout c'est l'URSS qui passe à l'offensive, forte de son puissant potentiel militaire. Rien qu'en 1974, les dépenses militaires soviétiques ont presque quadruplé par rapport à 1960. Elles n'ont fait encore que croître en 1975. De 1962 à 1975, les missiles balistiques intercontinentaux soviétiques se sont multipliés par 21, à un rythme 6 fois plus rapide que celui des USA. Le nombre de missiles sous-marins soviétiques a été multiplié par 7 (2,5 fois plus vite que celui des USA). L'URSS dispose de 40 000 tanks, les USA de 10 000 seulement. Le total des hommes de troupe soviétiques atteint 4 200 000 presque le double des troupes américaines.

(suite page 8)

UN HOMME EST MORT, la médecine capitaliste l'a tué

Une infirmière s'est adressée à nous pour dénoncer les conditions scandaleuses dans lesquelles un homme est mort. Nous publions son témoignage en page huit. Cet homme était algérien. Sa famille venait de le faire venir en France, pensant que là il pourrait être soigné.

Mais la France est un pays capitaliste. Le scandale que nous dénonçons n'est pas exceptionnel. Sans doute beaucoup d'entre vous connaissent-ils de tels cas. C'est que dans ce pays la médecine n'est pas conçue pour servir le peuple.

Ce qui la guide c'est la recherche du profit. On y consacre le moins d'argent possible et on veut qu'elle en rapporte le plus possible. Les malades y sont considérés comme des objets d'expérience, sur lesquels on se fait la main, afin de devenir un de ces « grands patrons » qui occupent le haut de la hiérarchie, règnent en maîtres et... empochent des millions. La médecine est à l'image de la société. Une société fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur la recherche maximum du profit, où le peuple est méprisé, une telle société ne peut que donner naissance à une médecine monstrueuse.

Les travailleurs du secteur médical qui veulent malgré tout mettre leurs connaissances au service de la santé du peuple le savent bien eux qui se heurtent régulièrement aux lois du système capitaliste.

Une autre médecine, faite réellement pour servir le peuple, où les médecins sont des gens du peuple, une médecine telle qu'elle existe aujourd'hui en Chine, n'est possible que dans une société dont le but est le bien-être du peuple. Une telle médecine ne peut voir le jour que dans une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, où la classe ouvrière dirige les affaires du pays.

Voilà pourquoi, là comme ailleurs il n'est qu'une solution : la révolution prolétarienne.

(Article page 8)

A BAS LE FRANQUISME SANS FRANCO !

MANIFESTATION A PARIS

**JEUDI 27 NOVEMBRE
18 H 30 A PARMENTIER**

**A l'appel du FRAP, de l'Humanité-Rouge, du PCR (ml),
de l'UCF (ml), de la JCMLF, de l'UCJR, des Comités
J.M. Martins Soarès.**



A nouveau l'usine Paris-Rhône de Villeurbanne est occupée

Depuis le 12 novembre, les ouvriers des usines Paris-Rhône (équipements électriques auto et appareils électro-ménagers) de Lyon et de Villeurbanne sont en grève avec occupation pour obtenir notamment une augmentation uniforme de 250 F et le paiement des jours de grève.

Le 19 novembre, une demande d'expulsion était prononcée contre eux par le tribunal des référés. Et le vendredi 21, l'usine de Villeurbanne était évacuée par les travailleurs de l'usine de Villeurbanne (*).

* * *

La direction avait annoncé dans le quotidien régional *le Progrès* que la reprise du travail s'effectuerait le 21 novembre au matin et que, pour ce faire, tous les transports de ramassage fonctionneraient. Mais lorsque tous les ouvriers sont arrivés devant les portes de l'usine, ils ont suivi à l'unanimité le mot d'ordre du comité de grève qui les appelait à poursuivre la grève illimitée tant qu'ils n'auraient pas obtenu satisfaction.

Cependant il est des dirigeants syndicaux qui faisaient des pieds et des mains pour que les travailleurs abandonnent la partie et qu'ils regagnent sagement leurs machines. Ce sont les dirigeants de la CGT. Déjà, vendredi matin, sur leur ordre, la CGT ne participait plus au piquet de grève. Ses dirigeants avaient beau accompagner leur décision de belles déclarations sur le soutien à la lutte, ils ne convainquaient pas les ouvriers chez qui pareille attitude suscitait une grande colère.

Pourtant, comparé à ce qui allait suivre, cette désertion des piquets de grève n'était encore rien. Les responsables de la CGT de Paris-Rhône avaient en effet amené avec eux, ce même vendredi matin, une délégation de l'Union syndicale des travailleurs des métaux (USTM). Celle-ci montra rapidement et clairement quelle était sa mission : il s'agissait de persuader les travailleurs de reprendre le boulot le lundi 24 ! La réaction des grévistes ne fut pas moins rapide et pas moins claire : « C'est à croire que vous êtes payés par le patron ! ». Et ils se détournèrent de ces « défenseurs de la classe ouvrière qui font preuve de responsabilité avec tant de zèle ».

Dans le même temps, de vieilles déléguées CGT se rendaient à la bourse du Travail pour demander des explications. Entendant le même refrain : « Il faut reprendre le travail lundi », ces déléguées rétorquaient aux permanents : « De quoi on aurait l'air si on reprenait le travail maintenant ; d'ailleurs si c'est comme ça, on déchire tout de suite nos cartes ! »

* * *

A l'usine, le comité de grève voulait appeler les travailleurs à manifester sous les bureaux de la direction. La CGT, elle, qui avait prévu une manifestation à travers les rues de l'arrondissement, a imposé que sa manifestation ait lieu d'abord, assurant que pour le reste on verrait au retour... Son cortège ne devait rassembler qu'un bien petit nombre de travailleurs...

Au retour, alors que la CFDT, qui maintenait une juste position de classe en appelant à la poursuite de la grève illimitée, convoquait une assemblée générale, les dirigeants cégétistes devaient faire un nouveau coup d'éclat. Ils envoyèrent un de leurs hommes couper le fil du micro dont se servait le représentant de la CFDT !... L'ensemble des ouvriers devait malgré tout se rendre à l'assemblée générale et y décider la poursuite du combat.

Les cadres de Paris-Rhône étaient pour le moins surpris par l'écho que recevaient les appels du comité de grève et de la CFDT. Les dirigeants de la CGT ne l'étaient pas moins. Quant au journaliste de *Dernière heure lyonnaise*, il n'en est pas encore revenu, il avoue : « Je n'ai jamais vu une grève menée par des gauchistes aussi responsables. »

* * *

Enfin c'est dimanche que les ouvriers devaient infliger la plus sévère défaite aux dirigeants cégétistes. L'usine de Villeurbanne qui avait donc été évacuée vendredi, et où les responsables de la CGT appelaient à la reprise pour lundi, était en effet réoccupée dimanche dans la matinée. La direction de l'usine espérait bien avec l'aide des responsables de la CGT s'en tirer à meilleur compte. Manque de chance. Et aujourd'hui elle ne voit comme recours que le chantage, elle se déclare en effet prête

« à entamer immédiatement des discussions sur la base d'une revalorisation progressive des salaires dès que l'occupation des lieux cessera ».

Mais les travailleurs ne marcheront pas si facilement dans cette combine. D'ailleurs ce nouveau durcissement de la lutte et le fait qu'ils viennent de créer un comité de soutien montrent clairement leur intention : poursuivre le combat jusqu'à satisfaction totale des revendications.

Correspondant HR.

* Contrairement à celle de Villeurbanne, l'usine Mermoz de Lyon, comprenant 2 500 travailleurs, n'avait pas été évacuée vendredi dernier. A l'heure où nous mettons sous presse, à l'usine Mermoz comme dans les deux autres usines Paris-Rhône de Lyon l'occupation se poursuit.

GREVE DES LOYERS DANS LES CITÉS UNIVERSITAIRES

A la rentrée de septembre, les loyers des cités universitaires ont été augmentés de quelque 25 %. Ces hausses de loyers constituent une importante aggravation des conditions de vie des étudiants puisque aucune contrepartie réelle ne leur est accordée pour les payer, l'augmentation des bourses ne couvrant même pas l'augmentation du coût de la vie et ne touchant que 13 % des étudiants. C'est là un des « cadeaux » du CROUS dont on sait qu'il est géré pour une bonne part par les faux communistes du parti de Marchais.

Mais à cette grave atteinte à leurs conditions d'existence, les résidents des cités universitaires ont opposé une riposte ferme et massive. Ainsi aujourd'hui, dans 27 cités, c'est-à-dire dans plus d'une résidence universitaire sur 4, les étudiants font la grève des loyers. A coup sûr le mouvement des étudiants contre les hausses de loyers, mais aussi contre l'expulsion des étudiants étrangers, etc., va continuer à se développer.

« PCF isolé cherche compagnie pour défiler »

C'est la petite annonce que les dirigeants de Rennes du faux parti communiste français vont bientôt publier dans la région. Leur influence dans les masses populaires va en effet de mal en pis. Témoin, cette manifestation squelettique dont ils avaient la tête le 20 novembre dernier.

Pour protester contre le chômage et la hausse des prix, et surtout pour « dénoncer la hausse scandaleuse des impôts locaux », ils avaient convié par voie d'affiches tous les travailleurs à une manifestation. Le jour dit, au centre ville, il s'est avéré que la procession ne regroupait qu'à peine 150 personnes. Et encore, les mots d'ordre, lancés au mégaphone, « Union, action, programme commun — Avec les communistes non à l'augmentation des impôts locaux — Ponia démission », avaient-ils bien du mal à dépasser la moitié du cortège...

Bref, c'est un piteux spectacle qu'a donné le parti de Marchais. Au point que ses dirigeants locaux ont dû conduire la manifestation jusqu'au pied des bureaux de Ouest-France, dont ils ont occupé le hall pendant plu-

sieurs minutes, pour obliger la presse locale à parler de cette fameuse manifestation...

Mais direz-vous, n'est-ce pas le signe que les 50 000 chômeurs que compte la Bretagne, dont 10 000 à Rennes, laissent indifférente la population ? Et n'est-ce pas en définitive extrêmement négatif ?

Pas le moins du monde. C'est bien le parti de Marchais qui n'a plus de communiste que l'initiale, qui est discrédité auprès des travailleurs. Ce qu'abandonnent les ouvriers, ce n'est pas la lutte, c'est ce parti bourgeois. La preuve, rappelez-vous, pour ne prendre que cet exemple, la lutte que les travailleurs des grands magasins Mammouth, le Printemps, Bati-décor et ceux de la cafeteria du magasin Rallye ont menée victorieusement en septembre. Rappelez-vous cette manifestation qu'ont organisée dans la ZUP, le 11 septembre, les travailleurs de Mammouth et du Printemps en lutte contre les licenciements, pour l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce jour-là, ils étaient plus de 600 à manifester...

Correspondant HR.



GRENOBLE :

L'ACTION DES ÉBOUEURS CONTINUE

Les éboueurs de Grenoble sont en grève depuis le 1er novembre pour obtenir : 1) le passage de tous les éboueurs du groupe 3 au groupe 4 ; 2) l'augmentation des effectifs garantissant l'amélioration des conditions de travail et 3) la suppression du travail le dimanche (que la municipalité «socialiste» voudrait faire entrer dans les habitudes en faisant appel à des volontaires).

UN 1er ACQUIS !

Face à la détermination des travailleurs, le maire «socialiste» a dû céder à la revendication sur le passage au groupe 4 (ce qui équivaut à 130 F d'augmentation), toutefois la municipalité va déposer une délibération à la préfecture qui en dernier ressort a le pouvoir de décision.

TANT QUE LA PREFECTURE N'A PAS CÉDÉ LA LUTTE DES ÉBOUEURS CONTINUE !

C'est au moment crucial de la lutte pour faire aboutir les trois revendications que les dirigeants révisionnistes de la CGT décident d'appeler à la reprise, de trahir (une fois de plus !) l'intérêt des travailleurs.

Le délégué CGT des éboueurs assurera lui-même avoir «été poignardé dans le dos» par les membres du PCF.

QUELS SONT LES ARGUMENTS DE LA CGT POUR FAIRE ARRÊTER LA GREVE ?

Les dirigeants du PCF qui manipulent la CGT disent que la «première manche a été gagnée» parce que la municipalité a déposé une délibération au préfet.

Mais ce que les traîtres à la classe ouvrière «oublient» c'est que rien n'a été encore réellement obtenu, ils voudraient trouver d'autres «moyens» pour faire «aboutir» les autres revendications. Lesquels ? Comment ?

En fait, ils veulent enterrer le mouvement, ils font courir le bruit qu'aurait été formé un «comité» pour s'opposer à la grève des éboueurs, ce

qu'ils cherchent c'est à diviser les travailleurs et à dresser la population contre eux.

Mais la réalité leur inflige un cinglant démenti : les unions de quartiers, Tesseire, Mistral, etc. (dans lesquels les M.-L. sont actifs) apportent leur soutien à la grève, une pétition qui recueille un grand nombre de signatures dans tous les services municipaux, y compris par des militants de base CGT.

Malgré la trahison des dirigeants PCF dans la CGT, la grève continue, votée en majorité par l'assemblée générale des grévistes, syndiqués CGT-CFDT et non-syndiqués.

Les responsables PCF dans la CGT font distribuer un tract attaquant grossièrement la CFDT de «juqu'au-boutiste» et d'élargir la plate-forme revendicative artificiellement. Ces messieurs du PCF ont pris l'initiative de saboter la grève. En cela, ils sont fidèles à leur nature de «représentant de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière».

Leurs ambitions c'est bel et bien de conquérir des sièges à la municipalité de Grenoble (qui est PS) et ceci pour bien montrer qu'ils sont capables d'arrêter le mouvement de grève. C'est un gage qu'avec le PCF au Conseil municipal de Grenoble, il y aura un personnel communal bien sage et docile grâce au PCF et à la CGT.

Toutefois une chose est sûre : la grève décidée démocratiquement par les éboueurs en assemblée générale continue et se renforce malgré le travail de sape du PCF, la solidarité augmente dans la population, et les éboueurs unis à la base et dans l'action vaincront !

RÉDUCTION D'HORAIRE ET MENACE DE LICENCIEMENTS A LA GRANDE CHAUDRONNERIE LORRAINE

Des réductions d'horaires et des mesures de licenciements qui pourraient intervenir dans les prochains mois, ont été annoncées jeudi au comité d'entreprise de la Grande Chaudronnerie Lorraine (constructions métalliques et mécaniques) qui emploie 550 personnes à Nancy.

IMPORTANT LICENCIEMENT DANS DEUX SOCIÉTÉS SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON

Le comité d'entreprise de la société Nesi-Tunzini (chauffage et ventilation) a été saisi d'un projet de licenciement collectif pour raisons économiques de plus de 150 salariés soit environ 10 % du personnel.

MANIFESTATION A MONTLUÇON CONTRE LA MENACE DE 108 LICENCIEMENTS A L'USINE LANDYS ET GIR

A l'usine Landys et Gir employant à Montluçon, dans l'Allier, 2 000 travailleurs, et fabriquant des appareillages électriques, la direction a récemment rendu public un plan prévoyant 108 licenciements. Ce plan, faisant suite au licenciement déjà effectué de 27 travailleurs et à la réduction de la durée hebdomadaire de travail à 26 heures, a provoqué la colère des ouvriers.

Vendredi dernier, 1 500 personnes ont manifesté dans la ville pour protester contre ces mesures de chômage partiel et de licenciement collectif. A l'issue de cette manifestation, les travailleurs ont occupé la mairie où une délégation a été reçue par le député-maire.

CLERMONT-FERRAND : BILAN DE LA GREVE DE RADAR

Après cinq semaines de lutte les travailleurs en grève de l'hypermarché Radar ont partiellement obtenu satisfaction sur leurs revendications.

Ils ont obtenu : 56 centimes de l'heure (ils demandaient 2 F), le retour aux 40 heures (au mois de juin 76), la suppression des contrats à durée déterminée sauf pour les scolaires, la totalité de la prime de fin d'année (au terme d'un an de présence). Mais ils n'ont pas pu faire réintégrer trois personnes licenciées au cours de la grève et qui étaient employées à Radar depuis peu (elles étaient les plus actives pendant le conflit). Pour les aider, vous pouvez envoyer vos chèques à M. Bertrand Pascuto - RN 89 - Hypermarché Radar - 63370 Lempdes. Bien indiquer : «pour les licenciés»

Le délégué syndical CFDT

LMT-Orvault (Nantes)

DES HISTOIRES DE GROS SOUS

LMT (Le Matériel Téléphonique) est une filiale du puissant trust américain ITT (qui n'était pas étranger — pour le moins — au coup d'État fasciste au Chili).

Entre ce trust et le gouvernement russe, il s'est créé de solides «relations d'affaires». Les capitalistes d'ITT ont eu la permission d'installer leurs bureaux directement à Moscou. Le journal Ouest-France (du 15 novembre) signalait qu'ils installent actuellement à Moscou un «centre de renseignements» (!) qui serait parait-il le plus grand du monde.

Or, une délégation russe est venue, il y a une huitaine de jours, voir les patrons de LMT Nantes. D'un côté comme de l'autre ces messieurs n'ont pas été bavards sur le but précis de la rencontre. Ne venaient-ils pas quémander aussi l'aide des capitalistes français ?

Ce qui est intéressant pour nous dans ces histoires de gros sous (et même très instructif), ce sont les renseignements qui nous sont ainsi fournis sur la nature réelle du régime politique et économique de l'URSS. Pensez donc, ITT à Moscou, le beau «socialisme» que voilà ! Aller quémander de l'aide à un des plus grands trusts internationaux, quelle preuve de la «vitalité du socialisme» en URSS !

ITT, qui exploite les travailleurs en France, a donc aussi la possibilité d'exploiter directement les travailleurs soviétiques.

Le trust multinational américain construit l'usine, s'occupe du capital à investir, exploite les travailleurs des pays où il se trouve (en l'occurrence l'URSS), et laisse une grosse commission à l'État bourgeois, soviétique, et lui permet ainsi d'acquiescer des superprofits.

A noter qu'une usine LMT fonctionne également en Pologne.

Quant aux dirigeants du PCF, qui sont au courant de toutes ces salades, ils se gardent bien de dénoncer les manœuvres politiques et financières de leurs maîtres. L'un comme l'autre sont d'accord avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

A LMT-Orvault, comme ailleurs, la classe ouvrière n'a rien à attendre de bon de ces faux-communistes de la direction du PCF comme du PCUS, mais au contraire, elle doit renforcer sa détermination dans la lutte contre la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou se dise de «gauche».

Ainsi ces derniers jours, les 200 travailleurs des chantiers ont occupé les locaux de la direction à Montrouge et séquestré le directeur des Installations. Ils sont prêts à recommencer le jeudi 27 à Boulogne (siège de LMT).

Correspondants H.R.

REVISIONNISME A L'ITALIENNE

Pour parvenir au pouvoir, les partis révisionnistes disposent d'une première tactique : l'électorisme et l'alliance avec des forces ouvertement réactionnaires. C'est là la tactique que les révisionnistes italiens ont appelé «compromis historique».

QU'EST-CE QUE LE «COMPROMIS HISTORIQUE» ?

Il s'agit avant tout d'une politique visant à l'alliance entre le parti révisionniste italien et la démocratie-chrétienne aujourd'hui au pouvoir, en vue d'une collaboration au gouvernement. Dans le journal *«Tempo»*, le révisionniste Cossuta la définissait ainsi : *«Nous sommes d'avis que l'Italie est un pays que personne ne peut gouverner seul, pas même nous les communistes, mais encore moins la démocratie-chrétienne ou le centre-gauche. D'où l'opportunité d'un rapprochement»*.

Pour justifier cela, ils présentent la démocratie-chrétienne comme un courant «populaire», ayant des «fondements dans le peuple» : mais, ainsi que l'écrit Agim Popa, membre du Comité central du Parti du Travail d'Albanie : *«Le caractère populaire ou antipopulaire d'un parti ne dépend pas du fait que pendant une certaine période votent ou ne votent pas pour lui diverses catégories de travailleurs, mais de la politique qu'il pratique, de la question de savoir si cette politique est dans l'intérêt du peuple ou si elle sert les oppresseurs du peuple. Et si tels ou tels partis réactionnaires bourgeois parviennent à duper et à attirer à eux pour un certain temps des couches déterminées de travailleurs, cela assigne aux révolutionnaires authentiques le devoir de renforcer la lutte pour les dénoncer et les isoler des masses et non pas celui de réaliser l'alliance et le «compromis historique» avec ces partis, comme le préconisent les togliattistes. Il est clair que tout le raisonnement révisionniste sur «le Parti démocrate-chrétien — parti populaire» n'est qu'une mystification éhontée.»*

Pour pratiquer cette politique de «compromis historique», ils inscrivent leur action dans le cadre du fonctionnement de la prétendue démocratie bourgeoise, de l'électorisme, du parlement. Ils cherchent à faire croire ainsi aux masses qu'elles pourraient attendre leur libération d'une majorité parlementaire. Ils n'hésitent pas à attaquer ouvertement les points de vue de Marx et Lénine sur la question, et rejettent ouvertement l'idée même de révolution. *«Le parlement, déclare Berlinguer, ne peut donc plus être conçu et utilisé, ainsi qu'il l'était au temps de Lénine et qu'il peut l'être dans d'autres pays, uniquement comme une tribune d'où l'on dénonce les défauts du capitalisme et des gouvernements bourgeois et d'où l'on fait la propagande pour le socialisme. Le parlement en Italie, est aussi et surtout un siège où les représentants du mouvement ouvrier développent et concrétisent leurs initiatives sur le terrain politique et législatif, en cherchant à influencer sur les orientations de la politique nationale et à affirmer leur rôle dirigeant.»* Il s'agit pour eux de s'engager à res-

pecter les règles du jeu fixées par la bourgeoisie.

Cette politique de «compromis historique» n'a pas été énoncée dans n'importe quelles circonstances mais en un moment où le capitalisme italien traverse une crise très profonde, où les luttes de la classe ouvrière se développent, à un moment où les milieux dirigeants traversent une grave crise politique.

Dans cette situation, les dirigeants révisionnistes présentent à la bourgeoisie leur participation au pouvoir comme le seul moyen de surmonter la crise, d'assurer l'ordre capitaliste, grâce à l'influence qu'ils ont encore parmi les travailleurs.

PARTI DE L'ORDRE, SAUVEUR DU CAPITALISME

C'est ainsi que dans l'*«Unità»* du 9 février 1975, Berlinguer proposait à la bourgeoisie *«une méthode de confrontation démocratique, de collaboration constructive, de recherche continue d'accords»* pour *«affronter et surmonter la crise, si grave et si lourde de dangers, que traverse l'Italie et pour trouver des solutions appropriées aux problèmes dramatiques qui se posent à nous dans chaque domaine et dans chaque lieu»*.

Pour cela, le parti révisionniste prend la défense des organes de répression de la bourgeoisie, de la justice, de la police, de l'armée. C'est ainsi que lors d'un plenum du Comité central du PCI, Berlinguer déclarait : *«Nous avons reconnu et nous reconnaissons la loyauté à la République et à la Constitution, l'abnégation, les sacrifices, émaillés de traits d'héroïsme, d'une grande partie des forces de la police et des forces armées et non seulement des soldats mais aussi de leurs cadres, sans parler de la magistrature»* et : *«Pourquoi donc le mouvement ouvrier et les forces politiques démocratiques n'établiraient-ils pas des liens plus larges et unitaires avec la magistrature italienne ? Il convient, dans ce domaine, de vaincre et de surmonter non seulement le conservatisme fermé, mais encore l'extrémisme et le sectarisme. Les mêmes considérations sont à faire — et nous tendons à les faire — en ce qui concerne la police et les forces armées.»* Ces louanges et ces offres de collaboration avec les appareils exerçant la violence contre les masses ont pour but de montrer que les révisionnistes se portent garants de l'ordre capitaliste menacé.

«COMPROMIS HISTORIQUE» ET SOCIAL-IMPÉRIALISME

Cette tactique des révisionnistes italiens pour arriver au pouvoir amène certaines contradictions avec l'URSS pour deux raisons.

Pour gagner des voix aux élections ils sont obligés de prendre leurs distances avec les aspects les plus criants du social-fascisme en URSS et d'émettre certaines critiques afin d'apparaître comme un parti «démocratique».

Pour pouvoir collaborer avec la démocratie-chrétienne et d'autres forces bourgeoises italiennes ils sont amenés à donner

l'image d'un parti indépendant du social-impérialisme russe, qui refuse l'hégémonie soviétique. Pour cela, par exemple, ils ont critiqué l'occupation de la Tchécoslovaquie. Il est clair que cela ne satisfait pas Moscou qui voudrait pouvoir contrôler totalement les partis révisionnistes.

Mais est-ce que pour autant le PCI cesse d'être une force prosoviétique ? Nullement. Pour s'en convaincre il suffit de regarder son attitude au cours des travaux préparatoires à la prochaine réunion des partis révisionnistes d'Europe. Si le PCI s'est opposé à la volonté de Moscou d'imposer son point de vue sur la tactique à adopter pour accéder au pouvoir, il est par contre d'accord pour que les partis révisionnistes d'Europe adoptent une politique internationale commune de soutien à l'URSS.

LA BOURGEOISIE HÉSITE

C'est justement ce caractère prosoviétique du PCI qui amène la bourgeoisie italienne à se diviser sur la réponse à apporter au «compromis historique». Les milieux pro-américains en particulier y voient le danger d'un recul des positions américaines en Italie et de pénétration de l'influence soviétique. Aussi s'opposent-ils à la présence du PCI au gouvernement. Ils sont prêts à tout pour assurer le maintien des bases américaines en Italie.

D'autres milieux monopolistes, voyant l'utilité du PCI pour s'opposer au développement des luttes populaires, envisagent par contre, non sans intérêt, la collaboration avec le PCI. Au sein du Parti démocrate-chrétien le débat est vif à ce sujet. Le chef du patronat italien, Agnelli, a lui-même déclaré : *«Nos solutions pour sortir de la crise ne sont pas tellement éloignées»*. Quant au chef du gouvernement, Aldo Moro, il a affirmé : *«La force de ce grand mouvement sera écoutée»*.

Pour le moment l'attitude de la démocratie-chrétienne consiste à rechercher la collaboration du PCI tout en le maintenant dans l'opposition. C'est là le sens des propos tenus par le secrétaire politique de la démocratie-chrétienne : *«Il est très difficile que dans le jeu démocratique d'un pays industrialisé, l'opposition la plus consciencieuse refuse un apport constructif destiné à surmonter des difficultés aussi sérieuses que celles que nous connaissons»*.

La tactique du PCI n'a donc pas encore abouti mais d'ores et déjà elle lui a permis de prendre une part non négligeable du pouvoir puisqu'il est à la tête des plus grandes villes italiennes et administre 15 millions d'habitants.

Cette tactique électorale, d'alliance avec les partis ouvertement réactionnaires, est utilisée là où les révisionnistes ne peuvent parvenir seuls au pouvoir et ne sont pas en mesure de recourir au coup de force. Quand d'autres conditions existent, ils ont alors recours au putschisme. Comme toutes les forces bourgeoises ils usent tantôt de la démocratie bourgeoise tantôt du fascisme.

A suivre...
Demain : le putschisme à la Cunhal



LE GOUVERNEMENT DES COMORES APPELLE A LIBERER MAYOTTE

Alors que le colonialisme français maintient par la force sa présence sur une partie de l'Etat indépendant des Comores, Mayotte, le Conseil exécutif des Comores déclare dans un long communiqué signé par M. Ali Soilih, délégué à la Défense et à la Justice «qu'avec l'appui des masses populaires, il a décidé, le 22 novembre, une mobilisation générale de tous les Comoriens pour la cause de la libération nationale. A compter de cette date, des listes sont ouvertes dans toutes les préfectures et sous-préfectures.»

Il rappelle les circonstances dans lesquelles s'est déroulé le 21 octobre le débarquement comorien sur cette partie du sol national que constitue Mayotte. M. Soilih déclare qu'il a constaté sur place un déploiement des forces françaises à Mayotte. L'effet de surprise nous a cependant donné le temps de traverser la ville et d'assiéger les bâtiments officiels de l'Etat comorien, où flottait un drapeau tricolore. Par la suite, ajoute-t-il, les forces françaises se sont

organisées. Elles ont abandonné leur tenue normale pour se mettre sur pied de guerre, avec tenue de combat.»

Il déclare que les troupes françaises avaient pour but :

«— De signifier aux militants et à lui-même qu'elles étaient déterminées à agir ;

— De constituer un support moral aux fanatiques du sécessionisme principalement dirigés par les créoles devant des nationalistes sans armes pouvaient alors se livrer au carnage ;

— De dissuader les partisans mahorais favorables à l'intégrité territoriale, qui, du reste, depuis quelques mois, sont victimes de génocide, de déportations massives et de pillages systématiques. Or, ses partisans se prépareraient à venir grossir les rangs des militants nationalistes.

«Les autorités françaises illégalement présentes à Mayotte ont fait obstruction totale à toute implantation de l'administration du nouvel Etat.»

Le Mexique impose ses droits maritimes

Le Mexique a décidé d'établir une zone économique exclusive de 200 milles marins dans ses eaux territoriales. Sa nécessité a été clairement exposée devant le congrès, par le président Echeverria :

«Les flottes de pêche modernes des pays étrangers exploitent, dans un vaste espace marin, le long de nos propres côtes ou à moins de 12 milles marins de nos plages, d'importantes quantités de ressources dont devrait bénéficier en premier lieu le peuple mexicain.»

Alors que le Mexique, pays du tiers monde en voie de développement, éprouve encore de grandes difficultés à nourrir correctement sa population, de 1970 à 1973, plus de 120 bateaux de pêche soviétiques, américains ou d'autres pays, sont venus pêcher la langouste dans les eaux territoriales du Mexique, au large de l'Etat de Campeche, ce qui a représenté chaque année pour les

pêcheurs de cet Etat une perte de 60 millions de pesos !

La zone économique maritime mexicaine couvrira 2 000 000 de km². Après sa création, les prises annuelles de poisson du pays passeront de 0,5 millions de tonnes à 1,5 millions. La zone renferme aussi d'abondantes ressources minérales, telles que pétrole, roche phosphorifère, modules de manganèse, titane, nickel et soufre.

La compagnie pétrolière mexicaine a déjà érigé dans la zone du plateau continental 15 derricks et foré 125 puits pétroliers. Le gouvernement déploie aussi tous ses efforts pour développer son industrie de pêche et accroître ses flotilles.

Le gouvernement bénéficie dans sa juste action de reconquête des droits maritimes du pays du large soutien du peuple mexicain et d'autres pays latino-américains.

Zambie :

Les conditions de la paix en Angola

Au nom du parti uni de l'indépendance nationale de Zambie, M. Kamanga, membre du Comité central, a prononcé le 19 novembre à Zanzibar un important discours consacré à l'Angola. Il a déclaré :

«La situation en Angola est un sujet de grande inquiétude pour nous. Nous voulons que la paix règne dans ce pays. Nous appelons les mouvements de libération en Angola à mettre fin à leur conflit et à trouver une meilleure solution à leurs problèmes... Nous exigeons que les grandes puissances arrêtent leur intervention dans les affaires intérieures de l'Angola. La situation en Angola est un problème africain et les grandes puissances doivent le considérer comme tel. Le choix des dirigeants relève de la responsabilité des Angolais et de personne d'autre.»

Il a exigé aussi que les mercenaires «se retirent sans délai de l'Angola». «La situa-

tion de l'Afrique, a-t-il rappelé, est de la responsabilité de chaque pays africain indépendant et de tous les pays progressistes du monde. Nous continuerons à soutenir tous les mouvements de libération en lutte pour une juste cause. L'un fait la force. C'est pourquoi les pays africains doivent parler d'une même voix sur ces très importants problèmes.»

Cette juste position est aussi celle du Sénégal et de nombreux pays d'Afrique. Le président Senghor vient en effet de déclarer à Dakar : «Notre position est claire. Si nous reconnaissons l'indépendance du peuple angolais, nous refusons de reconnaître les deux gouvernements formés par les mouvements de libération et nous préconisons que l'OUA ne reconnaisse que le gouvernement d'union nationale.»

Nouvelles brèves

U.S.A. :

L'INQUIÉTUDE DE SCHLESINGER

Les accords «Salt-2» ont «moins de 50 % de chances d'être signés avant 1977» a déclaré dimanche l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense, récomposé limogé, M. James Schlesinger. Il a ainsi confirmé que les possibilités de voir la conclusion d'un nouvel accord dans un avenir proche «ont diminué». Il a également souligné que cette impasse provenait d'un durcissement des positions soviétiques au cours des derniers mois.

Il s'est à nouveau fait l'avocat d'un budget militaire important pour deux raisons essentielles :

— D'une part, si les USA conservent toujours l'avantage dans les domaines stratégiques et de l'aviation tactique, ils l'ont perdu, au profit de l'URSS en ce qui concerne l'armée de terre et les blindés.

— D'autre part, «la paix est précaire» dans le monde, notamment en Méditerranée et au Proche-Orient.

Pour ces raisons, a-t-il affirmé, «les USA doivent maintenir un équilibre militaire adéquat.»

Ce porte-parole de la superpuissance américaine, lui, est sans illusion sur «la détente» dont parle Brejnev !

ROUMANIE :

NON AU DIKTAT DE MOSCOU

A la veille de la reprise des travaux de la conférence des partis révisionnistes européens, Nicolas Ceausescu, chef de l'Etat et secrétaire général du Parti communiste roumain a précisé nettement la position de la Roumanie face aux prétentions de l'URSS, en déclarant :

«Il ne peut être question de l'existence d'un quelconque centre guidant l'activité des autres partis communistes... Nous partons du fait que chaque parti élabore sa politique et détermine sa ligne conformément aux conditions historiques nationales et sociales du pays où il exerce son activité.»

Il a précisé que «si certains documents devaient être adoptés, à la conférence des partis «communistes» européens, ils ne pourraient être que le résultat d'un consensus général des participants.»

Quand on sait que l'URSS entend faire imposer sa loi à tous les pays du bloc, à cette conférence, on se rend compte que celle-ci est mal partie !

ITALIE :

OFFENSIVE OUVRIERE

Après l'annonce de 1 380 licenciements à la firme Pirelli (caoutchouc) et de 1 500 autres à la firme britannique d'automobiles Leyland, les luttes de classe se ferment un nouvel essor en Italie où les ouvriers de ces firmes ont annoncé leur décision d'occuper les usines si le patronat exécute ses projets.

Quatorze policiers et six manifestants ont été blessés vendredi dans des heurts entre policiers et chômeurs qui bloquaient l'autoroute Naples-Salerno pour réclamer le droit au travail dans la région.

Lundi les aéroports italiens étaient paralysés par une grève du personnel de l'aviation civile. Le 2 décembre ce sera le tour de l'enseignement de la maternelle à l'université, les enseignants observeront une grève générale.

LA FETE DU CHAUFFAGE A VILLEJEAN : L'EXPRESSION D'UNE GRANDE COMBATIVITE

Rennes, le 21 novembre

Le week-end du 15 et 16 novembre était organisée dans le quartier de Villejean (ZUP de 6 000 logements dans la banlieue ouest de Rennes) une grande fête populaire : c'était le moyen que les associations du quartier s'étaient donné pour entraîner et organiser les nouveaux habitants, remobiliser les plus anciens dans la lutte engagée maintenant depuis 3 ans contre les profits exorbitants que la SOBREC (filiale de la compagnie générale de chauffe) réalise sur leur dos en leur faisant payer de plus en plus cher le prix du chauffage et de l'eau chaude.

Le mot d'ordre « Blocage total des charges chauffage et eau chaude » et « Versement des charges sur compte bloqué » déjà appliqué depuis quelques mois est devenu une réalité pour des centaines d'habitants. Les demandes d'explications, les discussions ont été très fructueuses et la fête a permis aux habitants de voir très concrètement la force qu'ils représentent.

Une pièce de théâtre montée par des militants du quartier a permis à une salle comble de reprendre avec enthousiasme et conviction ce mot d'ordre de blocage : « Bloquons, bloquons les factures ! SOBREC, on va te faire la vie dure ! »

Face à cette puissante mobilisation, le parti de Marchais s'est une fois de plus distingué : alors que quelques mois plus tôt, il s'opposait violemment au blocage et parlait d'aventurisme, il a été bien obligé de se désavouer lui-même en appelant quelques jours avant la fête les habitants à refuser de payer ! Mais du coup, pour se redonner une image de marque, il a osé sans vergogne affirmer qu'il était à la tête de la lutte !

Le malheur pour lui, c'est que dans la lutte les habitants comprennent et voient très bien qui sont leurs vrais amis, qui sont ceux qui aident tout un quartier à s'unir et s'organiser contre les méfaits du capitalisme : et qui sont au contraire ceux dont le souci principal est de se servir d'une lutte dans l'espoir de gagner bientôt quelques strapontins aux municipales.

Correspondant H.R.

CEE :

Près de 5 millions de chômeurs

La commission économique de la CEE (Communauté économique européenne) vient de rendre public les chiffres de l'évaluation du chômage d'octobre 1974 à octobre 1975.

D'après ces chiffres, le chômage a augmenté pour cette période de 53,13 %, soit une augmentation de 1 685 412 chômeurs pour les neuf pays. Le chiffre total atteindrait 4 856 000 chômeurs pour la communauté.

Par rapport à la population active, c'est l'Irlande qui compte toujours le plus grand pourcentage de chômeurs (9 % ou 101 116), suivie de la Belgique (7,9 % ou 208 876), du Danemark (5,7 % ou 116 800), de la France (5,6 % ou 945 800 chômeurs fin septembre), de l'Italie (5,4 % ou 1 055 chômeurs fin août), de la Grande-Bretagne (4,9 % ou 1 114 211 chômeurs), des Pays Bas (4,9 % ou 201 498), de l'Allemagne fédérale (4,6 % ou 1 061 128) et enfin du Luxembourg (0,2 % soit 292 chômeurs).

L'ALLOCATION LOGEMENT : UN VRAI SCANDALE !

Un exemple à Wazemmes dans le Nord.

Pour les habitants de Wazemmes, que ce soit dans les courées, les vieilles maisons ou les HLM, payer son loyer est de plus en plus dur. En effet, les loyers ne cessent d'augmenter surtout à cause des charges. La nécessité d'une aide sociale est donc urgente. Or qui reçoit l'allocation logement ?

UN FAUX REMEDE

La bourgeoisie prétend que l'allocation logement est une aide sociale. Voyons ça de plus près. Pour obtenir l'allocation logement, il est nécessaire :

- d'habiter un logement assez grand par rapport au nombre de personnes.
- qu'il y ait un confort minimum (lex : WC individuels).

Or ces deux conditions éliminent beaucoup de monde et en particulier les mal-logés. Par exemple, une famille de 6 personnes habitant un appartement de 66 m² et bénéficiant de l'allocation logement la perd en cas de nouvelle naissance ; le logement devient trop petit et l'allocation est supprimée. De tels cas se sont produits dans le quartier. Un autre cas très courant est celui de la famille habitant une courée où les WC sont communs, ou un vieil appartement sans salle de bain ; dans ce cas

la famille ne touche pas d'allocation. Pourtant, pour ces familles le loyer et les charges augmentent aussi. On voit l'absurdité d'une aide sociale qui ne touche pas les plus défavorisés !

De plus, l'allocation prend en charge une partie plus ou moins importante du loyer : pour les charges, elle verse une somme fixe de 30 F plus 10 F par enfant. Quand on connaît l'augmentation actuelle des charges qui doublent souvent le loyer, cette somme est ridicule !

UNE AIDE AUX PROMOTEURS

Qui tire profit de l'allocation logement ? En fait les promoteurs immobiliers. Ils peuvent en effet réclamer des loyers élevés, que les travailleurs ne pourraient pas payer sans l'allocation. Ainsi l'allocation va directement des caisses de l'Etat dans les poches des promoteurs. Or, d'où vient l'argent de l'Etat sinon de l'argent tiré aux travailleurs ? Oui, l'allocation est une belle duperie de la bourgeoisie !

Il faut donc :

- exiger une allocation logement calculée en fonction des ressources et des besoins de la famille,
- refuser de payer les loyers abusifs.

MOSCOU :

700 ENTREPRISES DE LA VILLE AU RÉGIME SCHEKINO

La «Pravda» de samedi publie le rapport de V. Grichine (membre du Bureau politique du parti de Brejnev) traçant le bilan de l'application du plan quinquennal pour la ville de Moscou.

Dans ce rapport, le représentant de la classe bourgeoise bureaucratique russe fait ressortir les difficultés de l'application de la réforme économique de 1966 — réforme qui remettait officiellement le profit capitaliste comme facteur clef de la production et de l'économie.

Ces «difficultés» n'ont pourtant pas empêché la mise en place forcée de la

méthode de gestion dite «Schékino» dans 700 entreprises de la capitale du nouvel empire russe.

Cette réforme on s'en souvient a pour but principal l'augmentation de la productivité du travail par la concentration (licenciement d'un tiers des ouvriers) du personnel et l'augmentation des cadences de travail.

On comprend alors que les difficultés dont Grichine parle ne sont autre chose que la lutte sourde de la classe ouvrière moscovite contre le renforcement de son exploitation.

Justice est faite!

UN ÉPISODE ILLUSTRÉ DE LA RÉSISTANCE EN ITALIE



DÈS QU'ILS SONT ASSEZ PRÈS, LE PARTISAN CRIE AVEC FORCE POUR QUE LES OUVRIERS AUX ALENTOURS L'ENTENDE :



CÉSARINI ! C'EST FINI DE DÉPORTER LES TRAVAILLEURS !



(A SUIVRE)



A propos de la dénonciation de l'impérialisme français UN LECTEUR NOUS ÉCRIT

Nous publions ci-dessous la lettre d'un lecteur adressée à notre directeur politique, malgré les divergences tout à fait mineures avec certaines des positions qu'il exprime sur l'indispensable lutte que nous avons à mener contre notre propre impérialisme.

Rappelons simplement que pour nous, aujourd'hui, le pilier de l'impérialisme est constitué par l'ennemi principal des peuples du monde, les deux superpuissances américaine et soviétique. Cela ne nous dispense nullement, pour autant, de mener une lutte résolue contre l'impérialisme français, aux côtés des peuples qu'il opprime. Comme lui, nous pensons qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre (Lénine).

Cher camarade Jurquet,

Combattre l'impérialisme des autres nations c'est bien, combattre l'impérialisme de «sa» propre nation c'est mieux.

Mais enfin, ce qui se passe en Guyane ne peut laisser indifférent un marxiste-léniniste authentique. Colonisé depuis 1664, ce territoire est aujourd'hui en lutte pour son indépendance (DOM depuis 1945) ; les luttes qui s'y sont produites au printemps, parfois avec violence, ont montré que le peuple guyanais, à l'exemple des nations voisines, exigeait le droit de disposer de lui-

même. Après les arrestations et le transfert à Paris de plusieurs militants patriotes devant la Cour de sûreté de l'État bourgeois, ces personnes ont été libérées mais (d'après mes informations) seraient interdites de séjour en Guyane.

La bourgeoisie qui ne veut pas se laisser déposséder a cru trouver une parade ; cette parade, si nous nous y mettons tous, nous les marxistes-léninistes en voie d'unification, nous ferons subir à la bourgeoisie un cuisant échec, aidés dans cette tâche par le peuple guyanais.

En quoi consiste cette parade de la bourgeoisie ?

La bourgeoisie, inspirée par les sionistes, a décidé de pratiquer leur méthode. Après une campagne de presse et de radio-télévision, argumentant le fait que la Guyane, depuis 311 ans, n'avait pas été assez pillée, ce «département d'outre-mer» est une aubaine pour les amateurs du pillage et du superprofit.

Le gouvernement a réussi à trouver 30 000 futurs colons (parmi lesquels bon nombre de nostalgiques de «l'Algérie française» et autres «colonies») pour venir grossir les rangs des exploités et assassins locaux. Pour ces colons le voyage avion sera gratuit (billet environ 5 000 F payé par le peuple), avantages fiscaux, etc.

25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER !



Une des huit cartes postales de soutien au quotidien (la pochette 20 F). Commandez-les !

Pouvons-nous laisser se créer un nouvel «Israël» ? Je réponds non, mon grand-père me dit souvent (il a adhéré en 1922 au PCI) : «Avant de vouloir aller nettoyer chez les autres, il faut nettoyer chez soi.»

C'est pourquoi j'exige au nom du marxisme-léninisme :

— Sur le plan «théorique» : un éditorial sans cadeaux pour la bourgeoisie monopoliste (celle qui m'a placé dans son armée de chômeurs depuis 3 mois), ou mieux, une première page. Ensuite après l'enquête sur «l'extrême-gauche», un reportage sur les «TOM-DOM» qui sont une honte pour le prolétariat.

— Sur le plan «pratique» : là ce sera une matérialisation de la volonté d'unité marxiste-léniniste (comme en juin pour les TOM, ou en septembre pour l'Espagne).

Voilà un juste comportement marxiste-léniniste et internationaliste prolétarien.

Soyez assuré, camarade Jurquet, de mon dévouement à l'émancipation des nations opprimées par «ma» nation. Le cas de la Guyane prouve que l'impérialisme français n'est pas en recul partout, et la Guyane est le seul endroit où l'impérialisme français est à l'offensive.

Correspondant.



sur le front culturel

ENSEIGNEMENT :

Situation critique à l'Université de Vincennes

MANIFESTATION AU PALAIS DE CHAILLOT, MARDI DERNIER

Mardi soir, à 9 h 30, 600 étudiants et enseignants du département Cinéma de l'Université Paris VIII de Vincennes (ainsi que des représentants du département Arts plastiques) sont intervenus dans la salle de projection du Palais de Chaillot. Ils ont dénoncé la situation critique dans laquelle se trouvaient l'Université et leur département en particulier. Ils ont affirmé que, face à cela, les étudiants, le personnel administratif ainsi que les enseignants sont déterminés à lutter (cf. HR No 373). Ils ont également dénoncé le caractère de prestige du Festival international cinématographique de Paris destiné entre autres à masquer la situation de pénurie générale de l'enseignement cinématographique à Vincennes.

Les manifestants ont montré le caractère mystificateur de l'Université de Vincennes comme une «faculté expérimentale et d'avant-garde, image soigneusement entrete-

nue par le pouvoir et ses valets» (le conseil Frioux-Merlin, cf. HR No 373). Désirant obtenir de la part du ministère la reconnaissance des diplômes du département, ils ont enfin affirmé leur volonté de lutte sur le plan de l'enseignement : ils luttent pour la «mise en place d'un apprentissage technique et non techniciste», pour «lier le travail du département aux luttes en cours dans l'ensemble de la société», pour «mener la lutte idéologique contre les positions dominantes sur le cinéma» et pour «obtenir les moyens qui permettent au département de fonctionner selon l'orientation qu'il s'est donnée».

La nouvelle série de l'encyclopédie ALPHA

LA RÉSISTANCE SELON LE COLONEL RÉMY

La résistance contre l'envahisseur nazi est une grande page de l'histoire de notre peuple. Il faut que les jeunes générations apprennent à connaître cette période.

Mais ici, comme partout, il y a le point de vue de l'exploiteur et celui de l'exploité ; le point de vue bourgeois et le point de vue prolétarien.

Et ce n'est sûrement pas le second qui s'exprime dans la série «Une épopée de la Résistance», nouvelle série de l'encyclopédie Alpha, écrite par le «colonel Rémy» en vente chaque semaine chez les buralistes.

Qu'on en juge à la lecture des 2 numéros déjà parus ! Le premier nous parle du «sacrifice» du roi des Belges. Rémy tente de réhabiliter le roi Léopold si compromis avec les nazis que la bourgeoisie a jugé préférable de confier son trône à son fils Baudouin après la guerre.

Le numéro 2 consacre Pétain comme résistant ! Rémy y affirme : «Sa gloire n'est que plus pure d'avoir voulu en assumer seul la responsabilité (de «l'armistice») s'engageant dans une FORME DE RÉSISTANCE... LA PLUS DIFFICILE, la plus ingrate car elle impliquait l'acceptation de perdre aux yeux de ses propres amis les apparences de l'honneur.» Quelle honte ! Glorifier le chef de la collaboration et de la milice, l'assassin de dizaines de milliers de patriotes ! Il faut dénoncer autour de vous cette entreprise mystificatrice qui, sous une forme «populaire», attrayante et trompeuse, est une pseudo-histoire de la Résistance.

Un lecteur de Bretagne.

Une infirmière accusée

Il est 14 heures. Un nouveau malade arrive au pavillon d'urgence. Il a de la difficulté à respirer. Il semble que ce soit d'origine cardiaque. On appelle l'interne de cardiologie.

Pendant ce temps, on se renseigne sur le malade. C'est un Algérien, 50 ans, père de deux enfants : le troisième va bientôt naître. Il a été soigné pendant trois mois en Algérie. Devant l'échec du traitement, sa famille le fait venir en France. Il est arrivé hier, il a bien supporté le voyage.

L'interne arrive. Il examine le malade, s'exclame immédiatement sur ce cas exceptionnel. Tout le monde veut constater, toucher. Il décide de le garder dans le service du pavillon d'urgence. Etonnement du personnel : pourquoi n'est-il pas hospitalisé en cardiologie ?

Pendant une heure, ce sont des palabres interminables par-dessus le lit du malade, entrecoupés d'ordres brefs à l'infirmière. Finalement, ces messieurs se décident à faire une ponction du péricarde (dans la péricardite, du liquide s'accumule autour du cœur et gêne les mouvements du cœur). Mais leur belle assurance disparaît. Personne n'a jamais fait de ponction. L'un d'eux se décide. Il pique. Rien ne vient. La troisième fois un liquide rouge foncé remplit la seringue. «Du sang !! Si on était dans la cavité cardiaque ?» Malgré le doute, il continue. Brusquement le malade relève la tête et dit

d'un ton ferme : «Ça suffit, ça suffit, arrêtez !» Le malade s'agit. Il meurt.

QUI SONT LES RESPONSABLES ?

Les internes y ont leur part. Ils ne considèrent que leur intérêt : apprendre sans considérer les risques qu'ils font courir aux malades.

Mais les plus grands responsables, ce sont les médecins chefs de service. Ils sont toujours absents de l'hôpital, occupés par leur clinique, leur cabinet privé. Toujours pressés, toujours inabondables lorsqu'ils «visitent» les malades. Ils sont conscients du manque d'expérience des jeunes internes et ils laissent faire.

Les responsables, c'est aussi l'administration qui accorde toute liberté et toute autorité aux chefs de service, qui camoufle leurs erreurs, et leurs meurtres quotidiennement.

Mais cela ne va pas durer longtemps. De plus en plus, le personnel hospitalier ne se laisse pas prendre à ces mystifications que sont le secret professionnel, la collaboration dans «l'équipe médicale». Peu à peu le personnel et les malades prennent conscience qu'ils ont un même ennemi : la bourgeoisie, ces médecins et ces directeurs qui empêchent chaque mois des millions et ne se soucient pas de la santé du peuple.

Une infirmière.

PORTUGAL: Le capitaine Lourenco confirmé dans ses fonctions

À l'issue d'une séance de 11 heures, le Conseil de la révolution a maintenu sa décision de nommer le capitaine Vasco Lourenco, membre du groupe des «neuf», comme gouverneur de la région militaire de Lisbonne, à la place du général Otelo de Carvalho, commandant du Copcon.

Dans le même communiqué publié mardi matin, le Conseil de la révolution condamne par ailleurs «les ingérences inadmissibles de forces politiques partisans dans les décisions militaires» et les pressions qui s'exercent sur lui. Il se déclare «préoccupé par les menaces

de guerre civile lancées avec irresponsabilité». Il affirme qu'il «s'opposera par tous les moyens y compris une action militaire, contre qui que ce soit qui déclencherait des actions de rébellion armée ou de guerre civile».

La tension demeure vive dans l'ensemble du pays, notamment au Nord de Lisbonne, région de petites propriétés, où en fin de soirée, lundi, plusieurs routes et voies ferrées étaient coupées par des barrages dressés par des agriculteurs exigeant une révision de la réforme agraire et la démission du général de Carvalho.

LIBAN: Echech aux diviseurs

Plus de cent morts encore au cours de la semaine écoulée. Tel est le bilan de la guerre civile larvée qui se poursuit au Liban, encouragée, financée, armée en coulisses par l'URSS et les USA qui, là-bas, rivalisent sur le dos du peuple.

À Beyrouth, les échanges de tir, explosions de roquettes et de mortiers, se sont poursuivis tous ces jours derniers, en dépit de l'accord de cessez-le-feu — le 13ème en trois mois — intervenu dans la soirée de samedi.

La réunion du «comité national pour le dialogue» qualifiée de «réunion de la dernière chance» entre les différentes parties du conflit, avait totalement échoué lundi matin du fait du boycottage du ministre de l'Intérieur Camille Chamoun, proche des phalangistes, et de Kamal Joumblatt, chef de file du «bloc des gauches». Ce qui conduisait le premier ministre Karamé à déclarer, à l'issue de cette réunion, que la situation au Liban devenait «incontrôlable» pour tous. Le chef du gouvernement demandait alors à tous les Libanais de «prendre conscience que les circonstances leur imposent de serrer les rangs». «J'espère, a-t-il ajouté, que tous les dirigeants, quelle que soit

l'importance de leurs responsabilités savent que le pays ne peut plus en supporter davantage.»

Pourtant, lundi soir, une nouvelle lueur d'espoir apparaissait avec la décision du «comité supérieur de coordination» de retirer dès mardi tous les éléments armés des rues de la capitale libanaise. La délégation palestinienne au sein du comité y avait réaffirmé sa position constante et sage, affirmant que «le conflit doit être porté sur le terrain politique et qu'il faut abandonner le moyen de pression que constituent les armes». Il semble que, cette fois-ci, elle ait été entendue.

SUITE DE L'EDITORIAL

Aux USA mêmes des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour dénoncer «la détente» comme une supercherie soviétique dont le but réel est de contrôler l'Occident. Une politique de concession à l'égard des prétentions soviétiques ne peut effectivement conduire qu'à un regain de son agressivité ; de même que l'appétit et les exigences

BIENVENUE EN FRANCE A LA DÉLÉGATION MÉDICALE CHINOISE

Une délégation chinoise de la santé publique conduite par Mme Lieou Siang-ping, ministre de la Santé, et comprenant plusieurs «médecins aux pieds nus» est arrivée récemment en France pour une visite amicale et d'étude.

Au cours de son séjour elle visitera des établissements hospitaliers à Bordeaux, Clamart, l'Institut Pasteur, Poissy, Saint-Cloud, Saint-Germain-en-Laye, Provins et l'hôpital Cochin.

Nul doute que partout où elle se rendra elle fera l'objet d'un chaleureux accueil de la part de la population et des travailleurs médicaux qu'elle sera appelée à rencontrer.

Outre le prestige général dont jouit la République populaire de Chine parmi les travailleurs de notre pays et le courant d'amitié qu'elle suscite, les échos de ses réalisations en matière de médecine et de santé, provoquent partout intérêt et enthousiasme. C'est que, en Chine, contrairement à ce qui se passe dans notre pays, c'est la classe ouvrière qui est au pouvoir et l'activité de l'État est toute entière orientée au service du peuple. Nous reviendrons, dans une de nos prochaines éditions sur l'orientation, les réalisations et les succès de la médecine populaire chinoise.

Après la mort de deux ouvriers : UN PDG EN PRISON : POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Un juge d'instruction au parquet de Rennes a fait écrouer lundi après-midi le PDG d'une entreprise de carrières à la Bouexière, près de Rennes.

Deux ouvriers sont en effet morts vendredi 20 novembre. Ce sont leurs familles qui, ne les voyant pas rentrer, avaient donné l'alerte. Les corps des deux ouvriers avaient été retrouvés sous un éboulement de pierres. Ils étaient tombés dans une excavation d'environ dix mètres qu'aucune barrière ne signalait. De plus il n'y avait aucun éclairage.

Déjà, au mois d'août, un ouvrier avait été tué. Comme toujours, ce patron a méprisé l'observation des règles de sécurité élémentaires, obligeant les ouvriers à travailler dans des conditions dangereuses.

Et maintenant la question que l'on peut se poser est la suivante : pour combien de temps ce PDG est-il en prison ? Dès lundi soir l'Union patronale d'Ille-et-Vilaine organisait une campagne de pressions. Dans un communiqué, ces messieurs, unis par leurs intérêts d'exploiteurs, jouent les défenseurs de la «dignité humaine». «Il n'est pas admissible que de tels abus soient commis, abus qui ont pour conséquence indiscutable d'entacher l'honneur et la respectabilité d'un homme.» «L'honneur et la respectabilité d'un homme responsable de la mort de deux ouvriers, étouffés sous les pierres et le sable. Mais de ces hommes-là les capitalistes n'ont que faire, ils ne voient en eux qu'une main d'œuvre à exploiter.»

d'Hitler n'ont cessé de s'accroître face aux reculs et aux dérobades des Européens.

La propre expérience des peuples d'Europe leur permet de comprendre que ce ne sont pas de mensongères conférences de paix qui garantissent leur sécurité mais leur lutte ferme contre la politique de menaces des deux superpuissances et particulièrement le chantage militaire du social-impérialisme qui tout en prônant la détente, prépare activement la guerre.